



UNION INTERPARLEMENTAIRE

Débat commun sur le Renforcement du système des Nations Unies [120] et le suivi des textes issus du Sommet du Millénaire [114]

DECLARATION du Président de l'UIP, M. Theo-Ben Gurirab
Assemblée générale des Nations Unies, 16 novembre 2009

Monsieur le Président,

C'est avec plaisir que je prends la parole devant l'Assemblée générale dans le cadre de ce débat commun sur le renforcement du système des Nations Unies et le suivi du Sommet du Millénaire. Je vous parle en tant que Président du Parlement namibien et de l'Union interparlementaire. Ces dernières années, l'UIP et l'ONU ont forgé un partenariat stratégique pour la paix dans le monde, le développement, la démocratie et les droits de l'homme. Je suis fier de pouvoir dire que le premier grand pas dans cette direction remonte au Sommet du Millénaire dont j'ai eu l'honneur de présider les préparatifs il y a plus de dix ans. Je crois que l'on peut dire que des progrès importants ont été accomplis depuis lors, comme vous l'avez vous-mêmes confirmé par des résolutions successives de l'Assemblée générale.

Monsieur le Président,

Il y a deux ans, à l'automne 2007, l'Assemblée générale a reçu de l'UIP un document d'orientation sur la nature des relations unissant l'ONU et le monde des parlements. Globalement, l'UIP y voit un partenariat qui demande à être fermement inscrit dans les activités des parlements à l'échelon national. Il s'agit notamment des mesures prises par les parlements pour participer aux négociations et débats internationaux qui se tiennent dans le cadre des Nations Unies et en assurer le suivi, ainsi que pour assurer l'application à l'échelon national des normes convenues au plan international et de l'état de droit. Ce partenariat suppose aussi un suivi attentif des activités de l'ONU et une contribution à ses délibérations.

L'UIP est convaincue que les parlementaires peuvent s'avérer très utiles pour renforcer l'adhésion des citoyens à l'action internationale. De son point de vue, et de celui de nombre d'Etats membres de l'ONU, les Nations Unies auraient fort à gagner à s'assurer que les parlements et leurs membres sont pleinement et correctement informés de ce qui se fait au sein de l'Organisation.

C'est là l'objet de l'Audition parlementaire annuelle aux Nations Unies, dont vous avez fait une manifestation conjointe ONU-UIP et dont le rapport final est distribué tant aux parlements qu'aux Etats membres de l'ONU. L'Audition de cette année aura lieu à la fin de la semaine. Elle sera consacrée à la riposte internationale à la crise économique mondiale. Elle rassemblera des parlementaires du monde entier qui feront le déplacement pour dialoguer avec vous et avec les représentants des Nations Unies en général, et nous vous encourageons donc tous à y participer.

Comme vous, nous travaillons dur à la mise en œuvre des recommandations contenues dans la résolution 63/24 de l'Assemblée générale, que vous avez adoptée par consensus il y a exactement un an. Je voudrais m'arrêter sur quelques unes de ces recommandations.

Pour commencer, l'Assemblée générale a invité la Commission de consolidation de la paix à coopérer avec l'UIP pour encourager les parlements nationaux des pays dont s'occupe la Commission à promouvoir la gouvernance démocratique, le dialogue et la réconciliation au niveau national. A cette fin, l'UIP a élargi ses programmes au Burundi et en Sierra Leone pour mettre en place un processus politique inclusif. Plus récemment, elle a entamé des consultations avec la Commission de consolidation de la paix sur l'appui au renforcement des capacités qui pouvait être fourni au Parlement centrafricain.

Par ailleurs, l'UIP a travaillé en étroite collaboration avec le Forum du Conseil économique et social pour la coopération en matière de développement afin de lui apporter une solide contribution des parlements et d'associer ces derniers au programme de coopération en matière de développement en général. L'UIP a entrepris une série d'études de cas en Afrique sur l'action des parlements en matière d'efficacité de l'aide et elle participe de près à la préparation de la deuxième session du Forum, l'année prochaine.

Enfin, votre résolution encourageait l'UIP à renforcer sa contribution au Conseil des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne l'examen périodique universel qui a trait à la mise en œuvre par les Etats membres de leurs obligations et engagements en matière de droits de l'homme. L'UIP a organisé il y a peu une réunion sur ledit examen périodique, qui a démontré un grand intérêt des parlements pour ce processus. Les parlements ont en particulier souhaité pouvoir débattre du rapport national avant qu'il ne soit finalisé et recevoir les résultats de l'examen périodique pour les étudier. L'UIP veillera à ce que ces recommandations soient suivies d'effet.

Grâce à ces efforts et à d'autres pour soutenir les activités de l'ONU et contribuer à réduire la distance qui sépare les engagements internationaux de l'action nationale, nous sommes certains que l'UIP et ses parlements membres peuvent contribuer valablement au renforcement de l'ONU.

Monsieur le Président,

Avant de terminer, je voudrais ajouter quelques mots sur le travail qui nous attend. Aujourd'hui - dans ce bâtiment même - je préside une réunion du Comité préparatoire de la Conférence mondiale 2010 des Présidents de parlement. Nous avons un programme de travail complet et comme ce fut le cas lors des sommets de 2000 et de 2005, les Présidents de parlement centreront en grande partie leur réflexion sur la dimension parlementaire à donner au travail de l'ONU. Nous étudierons les différentes solutions envisageables pour consolider les relations institutionnelles qui unissent le système des Nations Unies et l'UIP.

Mais nous ne pouvons le faire seuls. Il faudra pour cela de vastes consultations à différents niveaux : entre les dirigeants des parlements, entre le législatif et l'exécutif dans le cadre national et ici, au Siège de l'ONU, avec les représentants permanents et les dirigeants de l'ONU. Nous nous réjouissons à l'idée de nous lancer dans cette aventure en étroite collaboration avec chacun d'entre vous. Ne perdons jamais de vue notre objectif commun qui est de renforcer l'ONU, pierre angulaire de la coopération multilatérale, de consolider la primauté du droit dans les relations internationales et de faire droit aux aspirations légitimes de nos concitoyens à la paix, à la liberté et à la prospérité.

Je vous remercie de votre attention.